

RAPPORT BIM-NPCC SUR LA PRODUCTIVITÉ

L'économie mauricienne s'apparente davantage à celle des pays à revenu moyen

Qu'on ne se fasse pas d'illusions. Si le pays veut poursuivre sa trajectoire de croissance, surtout en termes de productivité, il faut impérativement investir dans l'éducation pour préparer la main-d'œuvre de demain.

Villen ANGANAN

C'EST une des conclusions identifiées dans le rapport, d'une centaine de pages, réalisé à partir d'une étude sur la productivité à Maurice, rendu public hier. L'économie mauricienne s'apparente encore à des pays classés dans la catégorie des pays à revenu moyen. Préparée par la Banque mondiale (BM), sous la supervision de Joshua Wimpey et en collaboration avec le *National Productivity and Competitiveness Council* (NPCC), cette étude évalue l'environnement des affaires tel qu'il est expérimenté par les opérateurs économiques en s'appuyant sur les données recueillies au niveau de plus de 700 entreprises engagées dans les principaux secteurs économiques (tourisme, manufacture, agroalimentaire, Tics, etc.) de février à novembre 2020. Ce, par rapport à l'emploi et la productivité et leur impact sur le bien-être économique de la population mauricienne.

Le rapport note que si Maurice possède l'une des économies les plus prospères d'Afrique, le

pays est confronté néanmoins à de nombreux défis qui pourraient éventuellement freiner sa croissance future et menacer son positionnement en tant qu'économie à revenu élevé. Ceux-ci incluent l'érosion de son accès préférentiel à certains marchés via des accords commerciaux, une concurrence régionale et internationale accrue, une faible utilisation des outils technologiques – en particulier par les petites et moyennes entreprises, ce qui peut entraver la transition vers des produits et services de grande valeur – et l'impact économique du Covid-19 principalement sur le tourisme, le commerce, la manufacture et les services financiers.

DES FIRMES À LA TRAÎNE...

L'étude constate également qu'alors que l'histoire de l'économie mauricienne au cours des dernières décennies a été celle de la croissance et de la transformation structurelle, ces dernières années ont toutefois vu



L'industrie agroalimentaire se démarque en termes de productivité, de croissance et d'investissement.

cette croissance s'aplatir ou même baisser. Une dynamique qui intervient à un moment où les entreprises mauriciennes continuent d'être à la traîne par rapport à leurs concurrents à revenu élevé sur le front de la productivité dans des secteurs clés.

Autre conclusion : les entreprises mauriciennes ont des coûts de main-d'œuvre semblables à ceux d'autres économies à revenu élevé, tandis que dans le cas de la productivité, elle ressemble davantage à celle des économies à revenu intermédiaire supérieur. L'étude ajoute que la voie vers l'augmentation des niveaux de productivité nécessitera nécessairement le renforcement des compétences des travailleurs et le recours aux nouvelles technologies.

Sur une base sectorielle, l'équipe de Joshua Wimpey souligne que si l'industrie mauri-

cienne semble rester globalement sur une trajectoire stable ou en déclin, l'industrie agroalimentaire se démarque spécifiquement à la fois en termes de productivité, de croissance et d'investissement. Malgré cette performance supérieure à la moyenne, le secteur agroalimentaire reste toutefois caractérisé par des biens à faible valeur ajoutée. Idem pour des coûts de la main-d'œuvre et du niveau d'investissements étrangers.

Par ailleurs, d'autres secteurs à fort potentiel de croissance, à l'instar de ceux affectés dans le commerce de gros et de détails, obtiennent des résultats positifs quant aux mesures prises relatives à la productivité en dépit de certains signes de ralentissement. Pour continuer à stimuler la croissance de la productivité, le rapport propose qu'on établisse des liens de travail entre les différents secteurs

économiques ainsi que la mise sur pied d'un large programme d'investissement dans l'éducation, qui préparerait l'employabilité de gens au travail. Cependant, même si de telles mesures peuvent renforcer les dépenses d'investissement, d'innovation et de recherche et développement (R&D), les secteurs des services et manufacturiers du pays devraient également chercher à augmenter les dépenses de R&D en commercialisant de nouveaux produits.

Quid de l'accès au financement considéré comme la contrainte majeure la plus souvent citée par les opérateurs ? Le rapport estime à environ 40 % des entreprises se trouvant dans cette situation, avec une forte concentration dans les petites entreprises ainsi que dans des secteurs engagés dans le textile, l'hôtellerie et l'hébergement.

Le directeur exécutif du NPCC, Ashit Kumar Gungah, rappelle que c'est la première fois qu'une étude d'une telle envergure est réalisée à Maurice et il se réjouit que le rapport ait mis le curseur sur les principales faiblesses relatives à la problématique de la productivité à Maurice. Tout en apportant, dit-il, une série de recommandations dans un certain nombre de domaines, dont les salaires, la formation et les compétences, entre autres. Un rapport que le patron du NPCC juge comme un outil important pour tous les *stakeholders* à un moment où le climat des affaires est perturbé par l'impact du Covid-19.

Interview

Joshua Wimpey

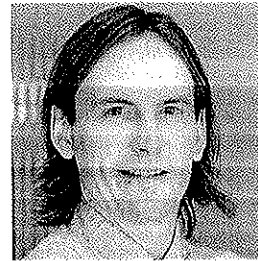
Private Sector Development Specialist à la Banque mondiale

«Les niveaux de productivité semblent indiquer un état de transition»



Source: L'Express, 5 Aug 2021, p 7

«Les niveaux de productivité semblent indiquer un état de transition»



À Maurice, le coût de la main-d'œuvre est similaire à celui des économies à revenu élevé, alors que la productivité de nos entreprises ressemble davantage à celle des économies à revenu intermédiaire élevé. C'est l'une des principales observations du «Mauritius Productivity Survey and Report 2020-2021». Joshua Wimpey, qui est aussi l'un des rédacteurs du rapport, nous en dit plus.

Dans son dernier rapport sur la productivité à Maurice, la Banque mondiale souligne que les entreprises locales sont à la traîne par rapport à leurs concurrents à revenu élevé sur un certain nombre de mesures de productivité dans des secteurs clés. Pouvez-vous développer ?

Un aperçu d'un échantillon représentatif d'entreprises mauriciennes montre que les niveaux de productivité moyens sont assez similaires à ceux dans d'autres économies à revenu intermédiaire supérieur, plutôt que d'autres économies à revenu élevé. Cela semble indiquer une économie encore en transition plutôt qu'un échec à la concurrence. En fait, les 25 % des entreprises les plus performantes à Maurice se comparent favorablement aux 50 % des entreprises les plus performantes dans d'autres économies à revenu élevé, certains secteurs étant plus performants que d'autres.

Les secteurs de la production alimentaire, du commerce de détail et de gros, ainsi que l'hôtellerie et le tourisme obtiennent tous de bons résultats, tandis que les secteurs à bas salaires tels que la production de vêtements et de textile sont à la traîne. La composition sectorielle des économies change au fur et à mesure qu'elles passent à des revenus élevés ; souvent les industries à bas salaires deviennent des parties de plus en plus petites de l'économie. Donc, ce genre de constat n'est pas rare.

Le rapport révèle que si nos niveaux de productivité sont similaires à ceux des pays à revenu intermédiaire élevé, nos coûts de main-d'œuvre sont équivalents à ceux des pays à revenu élevé. Maurice peut-il sortir de ce piège ?

C'est un défi, mais c'est certainement possible. Parallèlement à la transition vers une économie à revenu élevé, la composition sectorielle des entreprises à Maurice devra évoluer. Car les entreprises à plus forte productivité au sein des industries et des secteurs à forte productivité sont appelées à représenter une part plus importante de l'économie au fil du

temps. Les coûts de la main-d'œuvre et la productivité sont équilibrés par l'emploi. Il est donc essentiel que les entrepreneurs et les travailleurs aient les compétences nécessaires pour ajouter de la valeur dans une économie en mutation.

Malgré l'obtention du statut de pays à revenu élevé en 2020 (le pays a été reclassé comme pays à revenu intermédiaire supérieur cette année), il semble que Maurice soit toujours confronté à des contraintes structurelles spécifiques aux pays à revenu intermédiaire supérieur. Est-ce le cas ?

Toutes les économies sont confrontées à un éventail de contraintes en constante évolution et Maurice n'est pas différent à cet égard. Tout comme obtenir un diplôme d'études secondaires ou universitaires ne signifie pas que tout est fait et que vous êtes complètement prêt pour l'avenir. Alors que l'économie mauricienne continuera d'évoluer, nous identifions un certain nombre de contraintes qui affectent actuellement les entreprises, à savoir certaines lacunes en matière de compétences qui pourraient être comblées par l'éducation et la formation professionnelle et ainsi faciliter une orientation tournée vers l'extérieur parmi les entreprises.

Les données recueillies sur la productivité du travail montrent que la valeur ajoutée par rapport à la rémunération est en légère baisse. Est-ce une indication que ces dernières années la compensation salariale n'a pas été suivie d'une amélioration de la productivité ?

Dans une certaine mesure, la réponse ici est oui. La croissance de l'emploi et la croissance de la valeur ajoutée fonctionnent dans des directions arithmétiquement opposées et toutes deux sont quelque peu cycliques. Il arrive souvent qu'une économie soit caractérisée par la croissance des entreprises qui recrutent du personnel, ce qui conduit à une légère hausse de l'embauche qui se reflète dans les chiffres avant une

hausse ultérieure de la production.

Cela ne veut pas dire que les chiffres que nous voyons ici ne sont pas inquiétants, mais que nous n'avons qu'un seul instantané dans le temps et que nous ne pouvons pas dire où se situent ces lignes de tendance que nous observons, ce qui souligne l'incroyable valeur de la collecte régulière de ce type de données afin de pouvoir observer les tendances dans le temps.

Sur la base de vos conclusions, comment comparez-vous les niveaux de productivité des entreprises étrangères, des grandes entreprises et des petites et moyennes entreprises ?

Conformément à ce que nous observons dans la plupart des autres pays, les grandes entreprises, les entreprises à participation étrangère et les entreprises qui opèrent sur les marchés internationaux ont toutes une productivité plus élevée. Ces entreprises bénéficient souvent d'avantages par rapport à leurs homologues plus petites grâce à leur intégration dans des marchés financiers plus larges et à l'accès à la technologie et aux connaissances étrangères.

Le rapport souligne que 86 % des entreprises n'avaient pas de ventes en ligne avant le Covid-19. L'e-commerce s'est développé depuis. À l'avenir, cela pourrait-il être un tremplin menant à un changement de culture principalement dans le secteur manufacturier où il y a un manque de liens avec le secteur des services ?

Certainement. Les outils de marché numériques permettent aux entreprises d'atteindre plus de clients, d'opérer sur de nouveaux marchés et même de générer entièrement de nouveaux marchés et produits ou services. Nous n'avons malheureusement pas encore les données pour mesurer ces tendances, mais il sera très intéressant d'observer les changements au fil du temps dans un autre cycle de l'enquête, dans quelques années.

Interview réalisée par Richard LEBON

«MONETARY POLICY COMMITTEE»

La Banque centrale table sur une croissance de 5,5%

C'EST le chiffre qui génère le plus de divergence dans la sphère économique. Si le ministre des Finances avance une estimation budgétaire de 9 % de la croissance pour l'année fiscale 2021-2022, les économistes de la Banque de Maurice (BoM) tablent sur une croissance de 5,5 % pour l'année calendaire 2021. Ce chiffre représente une baisse comparé à l'estimation de 7,9 % avancée par la BoM en février, qui serait due à l'impact du second confinement sur l'économie.

Les membres du *Monetary Policy Committee* (MPC), réunis hier, ont maintenu le taux repo à 1,85 %.

Trois facteurs ont motivé cette décision : la campagne de vaccina-

tion, la réouverture graduelle des frontières et la visite d'inspection du GAFI en octobre. Toutefois, la prévision du taux d'inflation est estimée à 3,5 % pour 2021. «*Les perspectives pour les exportations, plus particulièrement le textile et le tourisme, sont positives. En ce qui concerne l'inflation, la hausse est transitoire, surtout en considérant le coût plus élevé des importations et le coût du fret entre autres. Le MPC a aussi pris en compte l'extension des mesures de soutien de la Banque centrale à juin 2022, et maintient donc le Repo rate à 1,85 %*», avance le gouverneur de la Banque centrale, Harvesh Seegolam.

La BoM a effectué plusieurs interventions sur le marché et

l'excès de liquidités est estimé à Rs 26 milliards. Il rassure que «*the bank's balance sheet remains sound*», ce qui est un point d'inquiétude pour les économistes et une faiblesse soulevée par le Fonds monétaire international dans son dernier rapport, à la suite du transfert de fonds de la BoM à la Mauritius Investment Corporation Ltd (MIC).

Répondant aux récentes critiques concernant la dépréciation de la roupie, en ce qui concerne le marché des changes, Harvesh Seegolam indique que le taux de change pratiqué reflète la tendance des fluctuations internationales. La vente de devises se fait selon un processus bien établi et sui-

vant un système d'enchères où les banques commerciales soumettent leurs offres. Afin d'assurer qu'il y ait suffisamment de devises sur le marché, la BoM a effectué plusieurs interventions. De janvier à ce jour, elle a vendu des devises pour

un montant total de USD 950 millions, soit l'équivalent d'environ Rs 39 milliards. Depuis mars 2020, la Banque centrale a aussi vendu USD 2,1 milliards en devises.

Laetitia MELIDOR

«NOUS ATTENDONS LE RETOUR SUR INVESTISSEMENT DE LA MIC»

La polémique entourant les fonds décaissés par la MIC a, au passage, été effleurée par le gouverneur. Il précise qu'en plus de soutenir les entreprises et secteurs en difficulté, la MIC doit investir. Toutes les décisions sont prises en passant par le conseil d'administration. La MIC est une entité autonome gérée indépendamment de la BoM. «*Au final, nous attendons le retour sur investissement de la MIC*». Harvesh Seegolam est toutefois resté vague sur les questions plus précises concernant la MIC, indiquant qu'elles devraient être redirigées vers la MIC.

Ad
Ea
Ha
Da
Laf
Ma
Me
Ha
Sa
Ta
Ju
Li

A
te
S
M
E
C

M
L
M

siè
on
té
cer
ma
nen
ève
8,9
éch
pot
Rs
gre
tés
CH
Cr
et
Rs
mil
12,2
lion

S
J
ba
la
po
me
clor
749
deb
DE
réal
16,
tive
10,
les
tion
clor
cre
clor
cap
Ma
à R

13
à la
rés
Les
con
(+6
vest
Cav
(+4
ral